

page 193 lectures



Les Nouvelles Règles du jeu. Comment éviter le chaos planétaire

George Papaconstantinou et Jean Pisani-Ferry

Paris, Seuil, 2024, 144 pages

La Grande Rupture.

1989-2024. De la chute du mur à la guerre d'Ukraine

Georges-Henri Soutou

Paris, Tallandier, 2024, 368 pages

Il existe désormais un consensus intellectuel pour dire que la période ouverte par la chute du mur de Berlin est révolue. Cela ne signifie nullement la fin des interdépendances, mais l'acceptation du fait qu'elles sont de moins en moins choisies, de plus en plus subies. Gage de stabilité stratégique, de démocratie libérale et d'efficacité économique, la mondialisation dite « heureuse » a laissé place à un pessimisme fondamental en Europe. Deux livres très différents partent de ce constat pour analyser les causes profondes et les possibilités d'action.

Clair, concis, signé par deux économistes, le premier se concentre sur ces dernières. George Papaconstantinou, ancien ministre grec des Finances (2009-2011) et titulaire de la chaire d'économie internationale à l'Institut universitaire européen de Florence, et Jean Pisani-Ferry, ancien commissaire général de France Stratégie (2013-2017), *senior fellow* à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics, font autorité en matière de gouvernance économique internationale, laquelle repose, depuis 1945, sur plus de 2 400 organisations internationales et quelque 200 000 accords internationaux.

Selon eux, la crise du système s'explique, d'une part, par son incapacité à se réformer en intégrant davantage les pays émergents et, de l'autre, par sa dépolitisation des enjeux migratoires, fiscaux et technologiques. Ils relèvent, en outre, « l'ampleur de la contagion du géopolitique » sur la carte de l'interdépendance. Cela les conduit à souligner que la convergence systémique entre régimes politiques n'est plus un objectif réaliste. Si les spécialistes des relations internationales ne sont guère surpris par ce constat, il faut mesurer le chemin parcouru en peu de temps pour y parvenir par les économistes, auxquels les dirigeants ne souhaitent plus désormais « confier la gestion de l'interdépendance ». Longtemps conseillers du prince, on sent une pointe de regret de la part de ces deux représentants éminents de la profession, qui savent bien que modèles et calculs ne parviennent pas à saisir les mutations actuellement à l'œuvre.

Cet essai peut aussi se lire en creux comme une réflexion critique sur « l'économisme » qui a longtemps prévalu au nom de la mondialisation. Récemment, Olivier Blanchard, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international (2008-2015), déclarait par exemple : « La géopolitique va bien au-delà de l'économie.¹ » Cela ne

1. O. Blanchard, B. Eichengreen et G. Tett, « Le métier d'économiste au temps de la géopolitique », *Le Grand Continent*, 12 janvier 2015.

décourage nullement George Papaconstantinou et Jean Pisani-Ferry de formuler des recommandations politiques et, ce faisant, de contribuer utilement au débat. Ils estiment que l'Union européenne (UE) peut continuer à peser sur l'élaboration des nouvelles règles du jeu. Pour ce faire, « elle doit enfin accepter d'être diluée. Sa surreprésentation actuelle dans les organisations et forums internationaux n'est qu'un atout en apparence ». Avec quelles conséquences géopolitiques en son sein serait-on tenté de leur demander ?

Historien, professeur émérite d'histoire contemporaine à Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Georges-Henri Soutou se livre, pour sa part, à une synthèse originale qui traverse « l'écran économique » de la mondialisation, pour reprendre une formule de Marcel Gauchet². Il se concentre sur les relations russo-occidentales entre 1989 et 2024, ce qui peut sembler de prime abord paradoxal. Qui aurait prédit en 2001, au moment où la Chine rejoignait l'Organisation mondiale du commerce et où tombaient les tours du World Trade Center, que ce serait la Russie qui ferait en partie dérailler la mondialisation ? Sans doute a-t-on un peu vite oublié que le néolibéralisme qui la sous-tend, en Europe et aux États-Unis, doit aussi se lire comme une réaction au communisme et à l'URSS³. D'où une différence fondamentale d'approche avec la République populaire de Chine et les pays qu'elle influence, en raison précisément de son mode de développement.

Le tour de force du livre de Georges-Henri Soutou est de parvenir, grâce à sa maîtrise historiographique, à proposer de manière très convaincante une interprétation étayée des relations russo-occidentales récentes, ainsi résumée : « En fait, à la fin de la guerre froide, l'affrontement idéologique libéralisme/communisme s'est arrêté, mais l'affrontement géopolitique s'est poursuivi. » La principale responsabilité du conflit actuel en Ukraine réside chez ceux qui n'ont pas su, ou voulu, voir cet affrontement latent, alors même que de nombreux symptômes existaient. Et d'avoir encore moins voulu les traiter, trop occupés à profiter de la mondialisation. Dès 1995, l'auteur s'inquiète des trajectoires à l'œuvre sans trouver beaucoup d'échos chez ses pairs ou dans les administrations concernées. Il est vrai que la Russie est passée du statut de puissance à celui de marché. Il est vrai aussi que l'échec de l'URSS fut la conséquence de la crise intérieure du système soviétique, et non le résultat de la politique occidentale. Rappel utile, quand le Kremlin ne cesse de justifier sa politique d'agression par l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et de l'UE, et quand la viabilité économique des modèles est devenue secondaire dans bon nombre de discours politiques.

Georges-Henri Soutou parvient à relier des éléments structurels comme le thème de la « sécurité européenne », mis en avant par la diplomatie soviétique pour légitimer les tracés frontaliers nés de la Seconde Guerre mondiale, et des ruptures

2. M. Gauchet, *Le nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale*, Paris, Gallimard, 2024 (chapitre 1).

3. G. Gerstle, *The Rise and Fall of the Neoliberal Order: America and the World in the Free Market Era*, Oxford, Oxford University Press, 2022, p. 10.

punctuelles. En 1992, la Russie rejoint le Fonds monétaire international (FMI), qui lui octroie quarante milliards de prêts « sans être trop regardant ». Après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie ne fait plus appel au FMI. En 1994, le mémorandum de Budapest est signé après que l'Ukraine a renoncé aux armes nucléaires : il devient très vite évident que Moscou ne la considère pas comme un État indépendant à part entière. En 1998, la crise financière provoque un traumatisme dans la population russe, « paraissant condamner la voie suivie depuis 1991 » et le « rejet de la greffe libérale ». Rétrospectivement, c'est la différence fondamentale entre la Russie et la République populaire de Chine que les acteurs économiques ont perçu, et accentué, en investissant trente fois plus en Chine qu'en Russie entre 1991 et 1999.

À juste titre, l'auteur consacre un chapitre important à « La crise yougoslave », souvent sous-estimée dans l'analyse du comportement de la Russie post-soviétique. Or, elle est une des matrices de la situation actuelle, dans la mesure où elle s'est conclue sur l'idée, bien optimiste rétrospectivement, selon laquelle l'adhésion à l'UE devait permettre de dépasser par le haut les problèmes de nationalités et de minorités en Europe. Malgré son discours officiel sur les droits de l'homme et le respect des minorités, elle porte une vision ethnique des questions de nationalité. Parallèlement, l'administration Clinton change de paradigme vis-à-vis de l'Ukraine, en considérant qu'elle a vocation à être rattachée à l'UE pour que la Russie se développe comme un État-nation normal. Mais qui s'intéresse sérieusement à cette question dans les chancelleries européennes accaparées par les élargissements ? À Moscou, c'est pourtant une question centrale.

L'auteur n'esquive en rien le débat sur les responsabilités de la situation actuelle. Selon lui, « la grande question est la suivante : la politique russe depuis 1999 était-elle prédéterminée par les orientations de Vladimir Poutine et de son régime ? Ou bien les Occidentaux, par action et par omission, ont-ils contribué à l'accroissement régulier des tensions jusqu'à la crise actuelle ? Ou bien un mélange dialectique des deux, comme je le pense pour ma part ? » Il conclut en formulant la question la plus urgente du nouveau contexte stratégique né de la réélection de Donald Trump : « Que veut au juste Vladimir Poutine ? » Question décisive pour des Européens, confrontés à un président russe qui a remplacé l'idéologie soviétique par l'histoire de l'empire.

Cet ouvrage tire de multiples fils, qui sont autant de pistes de réflexion. Autrement dit, il peut être lu d'une traite, puis repris en fonction de préoccupations spécifiques grâce à son index, ses cartes, ses notes détaillées et sa bibliographie. Au chapitre des réserves, on pourra discuter l'analyse faite du rôle des *think tanks*, comme toujours plus complexe qu'un simple alignement sur la politique américaine, ou celle du *soft power*, rapidement assimilé à « une pensée molle ».

Reste l'essentiel. Encore une fois, Georges-Henri Soutou signe un livre important pour saisir le moment stratégique dans lequel nous sommes en faisant œuvre d'historien. Il évite les raccourcis d'ouvrages géopolitiques se réclamant du réalisme. À ce titre, il analyse de manière pénétrante le « réalisme » prêté aux dirigeants russes, toujours surplombé par l'idéologie. Hier, le marxisme. Aujourd'hui,

la « fraternité » slave. Ce faisant, il invite le lecteur à réfléchir sur l'enchevêtrement des événements, aux intérêts des différents protagonistes et au sens de l'Histoire. Au début des années 1990, mais pas ensuite, il a existé une étroite fenêtre d'opportunité pour les relations russo-occidentales : « On n'a pas su ou voulu la saisir, et ce des deux côtés. »

P.S. *Pan sur le bec* ! On ne peut que souligner la diversité des références utilisées par l'auteur. En ce qui concerne les *think tanks* européens, il constate qu'ils ont été « assez en arrière de la main » dans leur analyse de la dégradation stratégique. Pour l'Ifri, deux numéros de *Politique étrangère*, publiés en 2007 et 2008, lui apparaissent rétrospectivement « relativement optimistes » en comparaison de ceux de la revue *Commentaire*. Si *Le Débat* n'existe plus, il continue néanmoins entre revues !

Thomas Gomart
Directeur de l'Ifri

Israël, l'impossible État normal

Denis Charbit

Paris, Calmann-Lévy, 2024, 300 pages

The Killing of Gaza: Reports on a Catastrophe

Gideon Levy

Londres, Verso Books, 2024, 320 pages

Une étrange défaite. Sur le consentement à l'écrasement de Gaza

Didier Fassin

Paris, La Découverte, 2024, 198 pages

Israël-Palestine, année zéro.

Le 7 octobre 2023, une onde de choc mondiale

David Khalfa (dir.)

Paris, Le Bord de l'eau, 2024, 320 pages

Depuis le 7 octobre 2023, Israël fait couler beaucoup d'encre. Et pour cause : l'ampleur du choc et le niveau de violence atteint constituent un défi intellectuel. Défi intellectuel pour trouver les mots justes, d'abord. Comment nommer les attaques conduites par le Hamas et la réponse militaire et politique d'Israël ? Le débat a fait rage, questionnant les définitions de terrorisme, de légitime défense, de génocide. Défi intellectuel également pour trouver l'espace nécessaire à la réflexion sur cette escalade de la violence, alors que ce conflit suscite une guerre des récits nourrie, où s'affrontent des points de vue aussi passionnés qu'irréconciliables. Ainsi, passer en revue la très riche actualité éditoriale sur le sujet permet de dresser un état des lieux somme toute rassurant de la liberté d'expression et de l'exercice intellectuel à ce propos.

Dans les très nombreuses publications parues en 2024 sur ce conflit, retenons ici quatre titres qui proposent chacun une gamme différente de critiques, correspondant à la diversité des sensibilités de gauche, israéliennes et françaises. Si d'aucuns s'interrogent sur l'existence de ce courant politique en Israël, tant il avance en ordre dispersé et peine à percer dans les urnes, les livres recensés témoignent pourtant de sa vivacité autant que de sa diversité.

Dans son ouvrage *Israël, l'impossible État normal*, publié chez Calmann-Lévy, Denis Charbit, professeur de science politique à l'Open University of Israel (Raanana), propose une « critique raisonnable et raisonnée » d'Israël, qui doit se penser comme un État normal et être jugé selon les mêmes critères – la normalité étant ici entendue comme le respect des normes, et principalement des normes démocratiques. Ainsi, pour l'auteur : « Justifier ce que nous faisons par l'objection habituelle *così fan tutte* (tout le monde fait de même) me paraît le plus faible des arguments. » Cependant, force est de constater qu'il subsiste une « singularité

israélienne » qui, pour l’auteur, ne tient pas uniquement à la présence d’une guerre permanente depuis son existence. Israël doit, pour atteindre une normalité qualifiée de « thérapeutique », trancher les querelles politiques suivantes : d’abord, Israël doit fixer ses frontières, pour sortir des interrogations perpétuelles sur les limites de son territoire (chapitre I). Ensuite, Israël doit se doter d’une constitution (chapitre II) et d’une citoyenneté – et donc rompre avec la loi État-nation de 2018 (chapitre III). Israël doit poser un cadre clair permettant d’articuler pouvoir religieux et politique.

Enfin, le rapport avec l’altérité, qu’elle se présente sous la forme de la diaspora ou de l’altérité radicale des Palestiniens, est abordé. Charbit dresse un constat lucide : « Le changement qui surgira du traumatisme peut être une régression aussi bien qu’une percée étroite pour couper court à une guerre sans fin alternant massacres et destructions. Si le Hamas, qui a replacé la question palestinienne au centre des préoccupations internationales, se maintient, il entraînera le problème palestinien dans l’impasse. » Le livre frappe par la sincérité avec laquelle Charbit décrit les déchirements entre sa conscience humaniste et son patriotisme : « Je suis un patriote qui marche sur la tête », écrit-il, avant de déclarer avec une troublante franchise : « [...] les 1 200 victimes du 7 octobre m’ont arraché et m’arracheront toujours plus de larmes que les dizaines de milliers de victimes civiles palestiniennes. J’envie ceux qui peuvent dire que la vie d’un Palestinien vaut celle d’un Israélien. »

Alors que Denis Charbit se présente comme un « sioniste intranquille », Gideon Levy, lui, se présente comme un « post-sioniste ». Présenté par certains comme la conscience morale d’Israël, il publie chez Verso Books un ouvrage intitulé *The Killing of Gaza: Reports on a Catastrophe*. Ce livre permet d’historiciser le regard, car il rassemble les chroniques choisies du célèbre journaliste dans *Haaretz* depuis 2014. Il dresse ainsi un tableau des rapports entre Palestiniens et Israéliens, esquisant des pistes de réponses à la lancinante question : comment en est-on arrivé à un tel niveau de violence ? L’ouvrage est divisé en deux parties : la première couvre la période allant de 2014, année de l’opération Bordure protectrice, à octobre 2023, et la deuxième, en 54 chroniques, va d’octobre 2023 à juin 2024. Il y dresse un constat amer : non seulement l’armée la plus puissante du Moyen-Orient n’a pas pu venir à bout du Hamas militairement, mais en plus, alors qu’Israël est devenu un « État paria », les combattants du Hamas sont des « héros dans le monde arabe ». Il termine son récit par un sentiment que beaucoup partagent : « Il n’y a plus de mots. »

En plus de porter un regard et une voix uniques en Israël, racontant comme nulle autre la réalité de l’occupation israélienne et des opérations militaires, la spécificité de Gideon Levy réside dans sa capacité à dresser des portraits et à nous emmener au plus près des individus. Il rapporte, par exemple, l’histoire de Marwa, 32 ans, dont le mari a été tué alors qu’il se rendait au cimetière au début de la guerre pour l’enterrement de sa nièce. Cette mère de famille voit, une nuit, un missile entrer par sa fenêtre et tuer ses jumeaux, sa sœur et son bébé de sept mois, son fils de quatre ans, ainsi que son frère. Seuls elle et son fils de sept ans survivent, amputés respectivement de la main et du pied. Gideon Levy décrit

cette guerre à hauteur d'humains, avec une sensibilité humaniste à fleur de peau : « Nous devons maintenant pleurer amèrement les victimes israéliennes, mais nous devrions également pleurer pour Gaza », enjoint-il dès octobre 2023.

En France, est-il plus facile de rendre intelligible le déchaînement de violence en Israël et en Palestine ? C'est la question posée par le livre de Didier Fassin, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire « Questions morales et enjeux politiques dans les sociétés contemporaines ». Il examine les raisons de ce qu'il présente comme un silence médiatique ayant participé à accepter la destruction de Gaza. Le titre de son livre, *Une étrange défaite. Sur le consentement à l'écrasement de Gaza*, emprunte la formule de Marc Bloch. Comme l'explique l'auteur : « La défaite d'alors était militaire. Celle d'aujourd'hui est morale. » Fassin appelle à un examen lucide, qui le conduit à ne pas accepter « la réalité statistique que les vies des civils palestiniens valent plusieurs centaines de fois moins que les vies des civils israéliens ». Son ambition est de « retrouver une liberté de parole, revendiquer un débat autour des mots, défendre la langue pour rendre le monde plus intelligible ».

Tout l'ouvrage se veut une réflexion critique sur l'utilisation des mots pour penser le conflit : s'agit-il ou non de terrorisme ? Peut-on parler de génocide ? L'expression « guerre Israël-Hamas » est-elle convaincante ou faut-il remonter plus loin dans la temporalité ? Y a-t-il une confusion entre critique de la politique israélienne, critique du sionisme et antisémitisme ? Il rappelle, par exemple, le mémorandum interne adressé aux journalistes du *New York Times* leur enjoignant, en avril dernier, de ne pas parler de Palestine, ni de « territoires occupés », de « génocide » ou de « nettoyage ethnique » : « Après trois mois de guerre, le mot horrible apparaît neuf fois plus souvent pour parler des morts israéliennes que palestiniennes, le mot massacre trente fois plus fréquemment, le mot tuerie soixante fois, quant au mot enfant, dont les victimes, décédées ou mutilées, se comptaient en dizaines de milliers à Gaza, il n'était présent qu'à deux reprises sur 1 100 titres de journaux. »

Aussi vif qu'il soit, ce débat intellectuel sur l'appréhension de l'escalade de violence en Israël/Palestine ne peut se faire sans un travail préliminaire d'établissement des faits. « Les faits sont au-delà de l'accord et du consentement », écrivait Hannah Arendt. « On peut discuter une opinion importune, la rejeter ou transiger avec elle, mais les faits importuns ont cette exaspérante ténacité que rien ne saurait ébranler, sinon de purs et simples mensonges. » (*Vérité et politique*, 1967) Ce travail d'objectivation d'une réalité commune est accompli par l'ouvrage collectif dirigé par David Khalfa, de la Fondation Jean-Jaurès : *Israël-Palestine, année zéro. Le 7 octobre 2023, une onde de choc mondiale*.

L'ouvrage se distingue par une multiplicité de points de vue et un travail rigoureux d'analyse. Relevant de la littérature de *think tank*, l'approche des auteurs est factuelle, chiffrée et datée. Autre richesse du livre, les contributions émanent d'Israéliens et de Palestiniens, instituant au fil des pages le dialogue de perspectives croisées. Enfin, troisième atout, le conflit est examiné à travers le prisme

de la géopolitique, avec une volonté affirmée de réinstaurer un débat serein, argumenté et contradictoire.

De la politique intérieure israélienne au rôle des États-Unis, en passant par les défis de la guerre urbaine avec l'analyse de Ron Ben-Yishai, l'ouvrage explore également l'offre politique palestinienne après Gaza par Ghaith Al-Omari, l'avenir des accords d'Abraham, la situation déplorable de la Cisjordanie (Huda Abuar-quob) ou encore les répercussions du 7 octobre et de l'opération militaire Glaives de fer sur la gauche israélienne, avec un entretien d'Eva Illouz. Il offre ainsi un tour d'horizon vaste et complet des enjeux essentiels pour comprendre les tenants et aboutissants de ce conflit.

Ces quatre ouvrages, qui abordent différemment un même événement, ont toutefois un point commun. Ils répondent tous au mot d'ordre donné par l'écrivain David Grossman : faire appel à sa raison sans congédier l'émotion, et ce faisant, « ne pas cesser d'être le cœur, le cœur sensible, grand ouvert, à nu, tout en ne cessant pas de penser. Être le cœur pensant. Encore et toujours, le cœur pensant. »

Amélie Férey

Chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Ifri,
responsable du Laboratoire de recherche sur la défense

Relations internationales

COMMENT S'ÉLABORE UNE POLITIQUE MONDIALE. DANS LES COULISSES DE L'ONU

Vincent Pouliot et Jean-Philippe Thérien

Paris, Presses de Sciences Po, 2024, 306 pages

On pourrait penser qu'on nous invite ici à un « voyage en Onusie », pour reprendre le joli titre du livre de Philippe Ben auquel Alain Dejammet, représentant français à l'ONU à la fin des années 1990, consacra un supplément (Fayard, 2003). Il ne faut pourtant pas attendre des deux politistes qu'ils nous livrent les secrets des coulisses de l'ONU ou du fonctionnement quotidien de l'organisation internationale. Leur ouvrage a plus de hauteur.

Il essaie de répondre à la question que pose son titre et de battre en brèche une idée reçue : à rebours de ce que la théorie rationaliste professe, il existerait un ensemble de solutions techniques permettant de résoudre les problèmes mondiaux une fois pour toutes. Pour les deux chercheurs, tout est politique. Et toute politique mondiale est le produit imparfait d'arbitrages contingents entre des visions politiques concurrentes. Aussi reprochent-ils à l'approche en termes de biens publics mondiaux de dépolitiser ces enjeux, et récusent-ils l'image lissée d'un monde gouverné par des experts tendant vers un optimum parétien.

Selon eux, la politique mondiale résulte d'un bricolage – l'expression est

empruntée à Claude Lévi-Strauss –, d'un « dépatouillage collectif » (Charles Lindblom). L'argument a un vice : il incite à la paresse. Puisque tout est politique, puisque tout est contingent, puisque l'élaboration de chaque politique est unique, à quoi bon l'analyser ? Pouliot et Thérien ne cèdent pas à ce biais. Ils déploient un cadre méthodologique robuste fondé sur deux concepts simples : la pratique et les valeurs.

Ils appliquent ce cadre à l'étude de trois initiatives onusiennes : l'adoption des Objectifs de développement durable en 2015 ; l'institutionnalisation du Conseil des droits de l'homme à partir de 2005 ; l'accent mis sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.

Ils tirent de ces études des conclusions éclairantes. La première est l'identification de dix tendances dans les politiques mondiales contemporaines : la souveraineté comme clé de voûte toujours valide malgré ses remises en cause ; l'attention plus grande donnée aux individus, érigés en sujets de droit ; l'universalisation des aspirations ; une approche plus holistique des politiques ; le rôle d'orchestration joué par les organisations internationales ; des politiques plus inclusives ; le rôle central des experts ; la résilience du clivage Nord-Sud ; et l'hégémonie occidentale, toujours persistante.

La seconde est une cartographie particulièrement stimulante des politiques mondiales autour de deux axes : un axe gauche-droite sur lequel les politiques sont situées selon qu'elles donnent la priorité à la solidarité, aux questions sociales, à la justice, ou bien à la liberté individuelle, la croissance économique et l'ordre, ainsi qu'un axe mondialiste-souverainiste fonction du degré d'internationalisation des politiques. Ce double

axe définit quatre segments aisément identifiables : des mondialistes de droite (l'Amérique tendance Bush fils) ou de gauche (l'Union européenne) et des souverainistes de droite (l'Amérique tendance Trump) ou de gauche (la Chine ou la Russie)

Cet ouvrage cumule deux qualités rares : il est d'une grande exigence intellectuelle, qui convoque la théorie des sciences politiques, et reste d'une grande lisibilité. Il est de ces livres, précieux, dont la lecture rend plus intelligent.

Yves Gounin

DE LA LIBERTÉ

Timothy Snyder

Paris, Gallimard, 2024, 416 pages

Centré sur les États-Unis et inspiré par l'histoire de l'Europe centrale et orientale, ce livre personnel de l'historien, qui prend ici les habits du philosophe, propose une démarche inductive et prescriptive. Appliquant la méthode socratique à ses souvenirs, Snyder identifie cinq formes de liberté : la souveraineté (capacité acquise de faire des choix), l'imprévisibilité (le pouvoir d'adapter des régularités matérielles à des fins personnelles), la mobilité (la capacité à se déplacer dans le temps et dans l'espace suivant des valeurs), la factualité (l'emprise sur le monde qui permet de le changer) et la solidarité (la reconnaissance que la liberté est pour tous). Suivant les traces d'Isaiah Berlin, Snyder oppose la « liberté négative », comprise comme « absence du mal » ou « destruction », à la « liberté positive », supérieure, dont l'expérience est un « acte » continu « de création » et

d'« affirmation ». De manière convaincante, l'historien remet en outre en question les dichotomies (démocratie/république, liberté/sécurité, liberté/égalité, liberté/poids de l'État etc.) qui cultivent les clivages politiques partisans et, selon lui, éloignent de la liberté.

Si Snyder estime que nous ne naissons pas libres mais le devenons grâce aux actions des autres, aux structures qui les permettent, aux valeurs qui les animent et « seulement ensuite grâce à un soupçon de spontanéité », l'historien mobilise trop peu les philosophes qui ont pensé la liberté, à travers deux courants principaux (prééminence du libre arbitre ou des déterminismes), et dont beaucoup ont très tôt proposé une synthèse (déjà chez les stoïciens et Saint-Augustin). En outre, l'analyse à vocation universelle de Snyder est par trop ancrée dans la réalité politique américaine – un regard sur la France l'aurait conduit à nuancer sa vision de l'État-providence comme panacée. Snyder n'interroge pas l'évolution sémantique et contextuelle de la notion de liberté, qu'illustre pourtant bien la distinction entre liberté (politique, collective) des Anciens et liberté (civile, sphère privée) des Modernes. Des raccourcis empêchent de surcroît de tirer des leçons utiles pour aujourd'hui : les Romains ne pensaient pas l'opposition « république » (« bien commun »)/« empire » (« inégalité »), comme l'affirme Snyder, mais parlaient de « principat », forme personnelle de pouvoir succédant à une forme oligarchique, sans que les institutions changent formellement – rappelons d'ailleurs que l'impérialisme romain est un produit de la république, et que c'est un « empereur » – Caracalla – qui a étendu la citoyenneté à tous les hommes libres de l'empire, idée que Caton l'Ancien aurait trouvée saugrenue.

Enfin, une partie contestable de l'ouvrage étonne : Snyder, qui prétend

que nous étions « plus libres » et « plus intelligents » avant l'arrivée des smartphones, semble persuadé qu'une « oligarchie » des « très riches » dirige insidieusement les États-Unis. Cette rhétorique complotiste culmine lorsque l'historien écrit que les Américains dépensent chaque année des milliards pour équiper les écoles d'écrans « afin que les oligarques profitent de cette manière de retarder l'éducation des enfants étrangers à cette oligarchie ».

Le grand historien n'en a pas moins de brillantes saillies qu'il sait transformer en apophtegmes très utiles de nos jours : « la démocratie est un verbe déguisé en nom » ou encore, pour conclure, « nous devons critiquer pour créer et il nous faut connaître un peu d'histoire pour critiquer ».

Dimitri Minic

VERS L'ÉCOLOGIE DE GUERRE. UNE HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE DE LA PAIX

Pierre Charbonnier
Paris, La Découverte, 2024,
324 pages

Cet ouvrage entend marquer le changement de paradigme des politiques climatiques au tournant des années 2020 : avec la guerre en Ukraine, pour la première fois, la transition énergétique devient une question de sécurité nationale, au-delà du devoir moral de lutter contre le changement climatique. La sobriété devient une arme à la portée de tous pour résister à l'agresseur et ainsi, dans la conflictualité, le climat devient partie prenante à la géopolitique.

Si les énergies fossiles ont été la cheville ouvrière du projet de « pacification » du

monde à la suite de la Seconde Guerre mondiale, en alimentant les infrastructures industrielles et les idéaux de croissance, de productivité et d'abondance, la crise climatique est alors la conséquence de la « paix du carbone ». Au-delà d'une écologie de temps de guerre, cet ouvrage prône l'avènement d'un réalisme climatique (en directe opposition avec l'« environnementalisme libéral », synonyme d'inaction), dans le cadre duquel la conflictualité et les déstabilisations seront inévitables, et pourtant en fin de compte plus utiles pour faire avancer la lutte contre le changement climatique.

L'auteur critique la platitude de la gouvernance climatique mondiale, fondée sur des consensus abstraits, manquant des outils contraignants de concrétisation et déconnectée des réalités de production et de consommation des énergies fossiles. Il oppose au « cadre coopératif » mis en place par les Nations unies un « cadre compétitif », qui prend forme sous l'impulsion des politiques industrielles bas carbone de la Chine, engendrant des actions similaires d'autres puissances pour capter les bénéfices économiques de la transition.

Il est pourtant pertinent de se demander si, face à l'accélération des conséquences du changement climatique qui posent une menace existentielle, il est judicieux de se reposer sur des politiques industrielles plus ou moins efficaces ou stables (voir la mise à l'épreuve de l'*Inflation Reduction Act* aux États-Unis sous Trump 2), qui de plus ne seraient pas véritablement accompagnées par une logique de réduction des énergies fossiles ni par un impératif d'inclusion des pays en développement aspirant à leur propre industrialisation. Malgré les doutes émis sur la capacité des États à coopérer pour combattre le changement

climatique, le livre propose un exercice de coordination d'un « désarmement fossile mutuellement accepté » mené par une coalition d'États, qui permettrait de planifier le déclin des énergies fossiles. Entre les États qui réclament leur droit à se développer en utilisant les énergies fossiles, ceux qui développent leur exploitation du gaz et du pétrole à des fins économiques et géopolitiques, ceux qui bénéficient d'une réelle maîtrise des technologies bas carbone et seraient en passe d'acquérir une domination globale, et ceux pour qui la déstabilisation climatique sert à l'affaiblissement de l'adversaire, un traité de désarmement fossile semble un désidérata encore éloigné.

L'ouvrage de Pierre Charbonnier éclaire la difficulté d'assurer une conciliation entre les logiques de puissance (au cœur la sécurité et la maîtrise des ressources) et le respect des limites planétaires, notamment face aux paradigmes philosophiques et économiques en place. Alors que l'accélération du changement climatique ne connaît pas de répit, le monde glisse vers un impossible retour à la paix.

Diana-Paula Gherasim

OCEANS RISE EMPIRES FALL: WHY GEOPOLITICS HASTENS CLIMATE CATASTROPHE

Gerard Toal

Oxford, Oxford University Press,
2024, 280 pages

Si certains comptent sur la compétition industrielle et technologique entre les grandes puissances et sur la redéfinition de la transition énergétique comme question de sécurité nationale pour

faire avancer la cause du climat, Gerard Toal ne voit là qu'un piège qui enferme le climat dans des logiques non coopératives, d'exploitation insoutenable de la planète et même d'accélération de l'urgence climatique. La « geopoliticization » du climat cache la vérité ultime : sans table de jeu (la planète), nul jeu (de puissances) possible.

L'ouvrage fait une incursion dans l'histoire et la pensée de la géopolitique, pour éclairer son attachement à la notion d'État, notamment dans sa dimension territoriale, mais aussi l'emploi de son langage et de ses logiques compétitives afin de justifier des projets expansionnistes ou interventionnistes, et finalement la progressive banalisation du terme devenu aujourd'hui synonyme d'affaires internationales, de pensée stratégique autour des manifestations de puissance et du jeu d'intérêts nationaux sur la scène internationale.

Selon l'auteur, la géopolitique serait responsable de plusieurs biais de conception et d'action dans le domaine du changement climatique, notamment de l'incapacité à concevoir le territoire comme un espace planétaire partagé, à prioriser les intérêts de la planète sur les intérêts étatiques, à remplacer les logiques de compétition et de croissance par des logiques de coopération et de préservation de l'environnement, en dépit des conséquences toujours plus visibles du changement climatique. Gerard Toal voit la redéfinition des politiques climatiques comme un outil de confrontation technologique et industrielle entre les grandes puissances, dans le cadre des nouvelles politiques industrielles privilégiant les technologies bas carbone, comme un risque supplémentaire menant au gaspillage de ressources et du précieux temps

d'action, avec pour résultat la « duplication technologique » et l'érosion de l'action collective pour le climat.

L'ouvrage n'explore pas dans quelle mesure la « geopoliticization » de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique a pu, ou pourrait être menée de sorte à, amplifier l'action pour le climat, et notamment comment la redéfinition des intérêts nationaux, de sécurité des États, pourrait conduire à de nouvelles coalitions d'action, à une nouvelle gouvernance mondiale et à des politiques plus incisives et efficaces pour l'environnement. Prendre la vision géopolitique pour principal responsable de l'échec de l'action collective en faveur du climat, n'est-ce pas occulter l'importance des comportements individuels et des sociétés, des usages de l'énergie, des actions des industries polluantes pour décrédibiliser la science du changement climatique, ou bien la gouvernance par les indicateurs économiques purement quantitatifs ?

Le livre de Gerard Toal devrait néanmoins interpellier les analystes géopolitiques quant à leur responsabilité dans le façonnement du narratif sur les politiques climatiques nationales et internationales, et les inciter à se pencher davantage sur la recherche des logiques de coopération face à la menace existentielle de la destruction planétaire, laquelle pourrait bien finir par éradiquer le terrain de jeu de la géopolitique : la planète.

Diana-Paula Gherasim

Économie

SURSAUT

Nicolas Baverez

Paris, L'Observatoire, 2024,

192 pages

L'historien, économiste et avocat Nicolas Baverez dresse ici un réquisitoire implacable contre les politiques publiques menées en France depuis plus de quarante ans. Il commence par fustiger politiciens et médias qui l'ont constamment critiqué depuis la publication de *La France qui tombe* (2003). Il rend aussi hommage à ses rares soutiens, comme le regretté Jacques Julliard. Le livre repose en fait sur un double argument : la France est en plein déni de son déclin, et s'enfonce dans une « spirale démagogique » pour masquer la réalité.

S'agissant de nos performances économiques, Nicolas Baverez n'hésite pas à parler de modèle de « décroissance à crédit ». Depuis les années 1980, nos dirigeants ont systématiquement privilégié la consommation et le partage du temps de travail au détriment de la production et de la croissance. Le résultat est sans appel. En moins de 25 ans, les exportations agricoles françaises ont chuté du deuxième au cinquième rang mondial et la désindustrialisation s'est accélérée. En parallèle, le ratio dette publique/PIB (produit intérieur brut) a doublé. Cette dette publique semble désormais « insoutenable » car elle sert surtout à financer des transferts sociaux et des dépenses de fonctionnement, non des investissements. Le déficit budgétaire abyssal sera difficile à combler dans le contexte actuel de croissance atone et de taux d'intérêt élevés.

L'effondrement des fonctions régaliennes est également analysé. La dévalorisation du métier d'enseignant et la chute du niveau des élèves nourrissent le populisme et sapent notre démocratie. Les efforts en matière de défense, insuffisants depuis des décennies, nous laissent désarmés face à la menace russe. Enfin, Nicolas Baverez déplore l'absence de cap diplomatique, évoque une France manipulée par Xi Jinping, et surtout humiliée et chassée d'Afrique. Sur le théâtre européen, il décrit un pays isolé, en perte d'influence.

Le dernier chapitre présente les conditions d'un sursaut, soumis à trois contraintes majeures : la réduction du déficit budgétaire, la mise en place d'une nouvelle régulation du capitalisme tournant la page de la mondialisation, et la recherche d'un large consensus politique, rendu inévitable par la dissolution de juin 2024. Les propositions foisonnent. D'abord l'État doit se concentrer sur ses fonctions régaliennes. Les dépenses sociales devraient favoriser la famille et la jeunesse plutôt que les retraités, comme c'est le cas aujourd'hui. Cela implique par exemple de mieux prendre en charge la petite enfance, de rétablir le système des emplois familiaux tout en désindexant les minima sociaux et les pensions. Ensuite, l'auteur conseille de s'inspirer du Danemark pour réduire les flux migratoires, améliorer l'intégration et, *in fine*, vaincre l'extrême droite. Par ailleurs, il faut que le système éducatif réhabilite le statut de professeur et accroisse l'investissement dans les enseignements primaire et professionnel. Enfin, le budget des Armées doit être revu à la hausse pour renforcer les forces conventionnelles et augmenter le nombre des ogives nucléaires.

Nicolas Baverez avait alerté voici vingt ans sur le déclin français. Les faits lui

ont donné raison. Cet ouvrage montre qu'une voie étroite existe, qui éviterait une crise financière ou une révolte populaire. C'est maintenant aux élites politiques, et en particulier aux députés, de prendre leurs responsabilités devant l'Histoire.

Norbert Gaillard

Sécurité/Stratégie

THE AIR WAR IN UKRAINE: THE FIRST YEAR OF CONFLICT

Dag Henriksen et Justin Bronk (dir.)
Abingdon, Routledge, 2024,
252 pages

Codirigé par le lieutenant-colonel Dag Henriksen, directeur de la recherche de l'Académie de l'air royale norvégienne, et Justin Bronk, du Royal United Services Institute (RUSI), cet ouvrage est probablement la meilleure analyse à ce jour de la dimension aérienne de la guerre russo-ukrainienne.

En ouverture, Michael Kofman rappelle les quatre grandes phases de la première année de la guerre : de la bataille pour Kiev à l'offensive russe dans le Donbass, puis la contre-offensive ukrainienne à Kharkiv et à Kherson, et enfin le début de la guerre d'attrition avec une focalisation sur Bakhmout.

Sean Wiswesser décrit la subordination de la planification opérationnelle des forces russes aux organes de sécurité du Kremlin, qui ont conçu l'invasion de l'Ukraine comme un coup de main

hybride sans prévoir la résistance ukrainienne, et détaille le concept opérationnel des forces aérospatiales russes (VKS) et leurs doctrines : les VKS n'étaient ni conçues ni préparées pour les opérations aériennes offensives qu'elles ont été contraintes de mener.

Jack Watling analyse les frappes dans la profondeur, s'appuyant sur les concepts opérationnels russes de guerre sans contact et de complexe reconnaissance-frappe. Il explique les modes d'action et le ciblage des deux belligérants, faisant le lien entre efficacité des frappes, disponibilité des munitions et qualité du renseignement. Il en conclut que les frappes dans la profondeur sont un signe de faiblesse et un substitut à la puissance aérienne.

Son collègue du RUSI Nick Reynolds prend l'échec russe sur l'aéroport d'Hostomel comme point de départ pour étudier l'avenir des assauts aéroportés et aéromobiles dans un contexte de durcissement et de dissémination des défenses sol-air à courte portée.

Guy Plopsky et Justin Bronk enchaînent sur une synthèse des infructueux efforts russes de neutralisation des défenses aériennes adverses (SEAD). Ils décrivent les insuffisances humaines, matérielles et doctrinales des VKS en la matière, qui expliquent leur incapacité à installer une supériorité aérienne au-dessus de l'Ukraine au début de l'invasion.

Justin Bronk revient ensuite sur le rôle central des défenses sol-air, qui ont été installées, à partir de mars 2022, dans une situation de déni aérien mutuel. Il décrit les évolutions du combat entre défenses sol-air et missiles antiradars au cours de 2022, et insiste sur la criticité des missiles surface-air ukrainiens face aux frappes russes dans la profondeur.

Samuel Bendett et Leonid Nersisyan analysent dans un dernier chapitre la guerre des drones dans une approche par catégorie : des drones militaires traditionnels aux drones civils militarisés, en passant par les munitions téléopérées. Notant la prépondérance des dérivés de produits chinois dans les deux camps, ils relèvent la transformation majeure du champ de bataille terrestre et aérien par cette masse de capteurs et d'armements « dronisés ».

En conclusion, Dag Henriksen constate que les principaux enseignements opérationnels de la guerre aérienne d'Ukraine ne sont pas des surprises : comprendre la nature de la guerre que l'on mène, acquérir rapidement la supériorité aérienne, notamment avec une SEAD robuste, intégrer la « dronisation » et l'émergence de l'Intelligence artificielle et, surtout, ne pas oublier les principes stratégiques en poursuivant l'excellence technologique. En somme, il s'agit là d'un livre indispensable pour comprendre la guerre aérienne moderne.

Adrien Gorremans

États-Unis

L'AMÉRIQUE FACE À SES FRACTURES. QUE RESTE-T-IL DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Amy Greene

Paris, Tallandier, 2024, 256 pages

Le débat sur le déclin des États-Unis fait rage depuis une douzaine d'années et l'élection de Donald Trump en 2016 a notamment traduit la colère d'une

partie d'un électorat qui s'est senti trahi par les deux grands partis traditionnels.

L'ouvrage d'Amy Greene est très copieusement documenté. Les dix-sept chapitres qui composent ses cinq grandes parties sont brefs et d'une lecture aisée. La première partie, un « tableau clinique d'un pays en souffrance », est celle qui aborde le plus directement la déliquescence du « rêve américain », dans son acception immatérielle d'une vie épanouissante. Elle aurait pu être davantage historicisée, mais la concision du propos en aurait pâti. Le tableau est sans appel : le surarmement comme problème de santé publique, les épidémies d'obésité et d'opioïdes, liées aux inégalités géographiques et sociales mais également au désespoir causé par le déclassement économique, le « système de santé défaillant » et l'affaïssement du tissu social – les fractures entre riches et pauvres, diplômés et non diplômés –, toutes questions clairement esquissées.

La deuxième partie, sur les luttes pour l'égalité (féminisme, racisme), est plus historicisée et narrative, reflétant un point de vue progressiste classique. Elle s'inscrit dans le cadre d'un rêve américain considéré comme une aspiration à l'égalité.

La troisième partie, consacrée à la brutalisation de la vie politique, aborde non seulement l'impuissance du politique à résoudre les problèmes abordés dans les parties précédentes mais également le délitement de la démocratie américaine, autre variante du déclin et autre manifestation de l'exceptionnalisme inversé (*negative exceptionalism*), un concept étrangement absent du propos en dépit de sa nature particulièrement éclairante.

La quatrième partie porte sur la perte d'influence des États-Unis sur la scène internationale. Les grands dossiers géopolitiques (Chine, Ukraine, Israël-Gaza) sont abordés à grands traits, et la partie se termine sur la perte de crédibilité des grandes universités du fait de leurs prises de position exagérément marquées à gauche, accentuant la fracture perçue entre le peuple et les élites déconnectées, et donc le populisme.

La dernière partie présente la jeunesse américaine de façon très optimiste, alors qu'elle vote peu, s'informe peu et mal, et est nettement plus isolée socialement que les générations antérieures. Cette lecture progressiste considère que les jeunes d'aujourd'hui sont les adultes de demain, et qu'ils remettront le pays à l'endroit en votant « bien » – pour des Démocrates, seuls à même de résorber les inégalités et à guérir les maux abordés dans l'ouvrage. Si cette grille de lecture ne remet pas en question le travail de documentation présenté par Amy Greene dans les premières parties, elle pâtit néanmoins de la réalité du scrutin de 2024, où les jeunes n'ont pas voté comme ils auraient « dû », particulièrement les jeunes hommes – ce qui révèle une fracture entre hommes et femmes qui semble destinée à se creuser. Les résultats de l'élection de novembre 2024 ne rendent pas l'ouvrage totalement obsolète, bien sûr. Le tableau dressé reste pertinent sous une seconde présidence Trump, qui sera l'occasion de mesurer sa capacité à « rendre sa grandeur à l'Amérique ».

Lauric Henneton

Europe

LES ÉTATS PRÉDATEURS. FONDS SOUVERAINS ET ENTREPRISES PUBLIQUES À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE

François-Xavier Carayon
Paris, Fayard, 2024, 360 pages

GERMANY AND CHINA: HOW ENTANGLEMENT UNDERMINES FREEDOM, PROSPERITY AND SECURITY

Andreas Fulda
Londres, Bloomsbury, 2024,
256 pages

Le consultant en stratégie François-Xavier Carayon s'intéresse aux « États prédateurs ». Après la chute du mur de Berlin et la naissance de l'Union européenne (UE), l'Europe préfère la « coopération » à la « puissance » et ne jure que par les interdépendances qui réduisent le potentiel de conflits entre États. En réalité, la guerre prend d'autres atours en devenant économique, et le plus fort finit par s'imposer. Inadaptée aux rapports de force, l'Europe ne fait pas le poids et assiste, malgré elle, au dépeçage de ses champions comme dans le cas d'Alstom, mais aussi d'entreprises moins connues qui constituent cependant la richesse du tissu industriel européen.

Andreas Fulda, politologue allemand et professeur associé de politique à l'université de Nottingham, dissèque dans son ouvrage les relations sino-allemandes. L'Allemagne est un « *hegemon réticent* » qui, à défaut d'une politique étrangère trop affirmée, s'est

défini par sa puissance économique et commerciale. Depuis la guerre d'Ukraine qui a révélé sa surdépendance des hydrocarbures russes, elle est contrainte de revoir ses fondamentaux, tel le « changement par le commerce » : le credo selon lequel les échanges commerciaux contribueraient à démocratiser ses États partenaires. Quelle est, dès lors, la portée de la *Zeitenwende*, ce changement d'époque proclamé par Olaf Scholz en réponse à l'invasion russe en Ukraine : simple « effet de com » ou véritable volte-face de la politique étrangère de l'Allemagne ? Qu'est-ce que cela signifie pour la politique de l'Allemagne envers la Chine, par analogie avec le précédent russe ?

De son côté, Carayon déplore le désengagement de l'État en Europe, alors que dans de nombreux États extra-européens l'État ne décline pas. Il s'attelle ainsi à expliquer comment d'autres pays, les « États prédateurs », à l'aide de fonds souverains et d'entreprises publiques multinationales – outils d'un véritable capitalisme d'État –, partent à la conquête du monde – et en particulier de l'Europe. Cette Europe où l'État, atrophie à coups de politiques de déréglementations et de privatisations, est réduit à offrir un cadre attrayant pour l'établissement de capitaux étrangers, tout en sacrifiant sa capacité à défendre ses secteurs stratégiques. Cette Europe encore dont la vulnérabilité a été percée à jour lors de la crise économique et financière de 2008, qui a jeté « le discrédit sur l'idée qu'un marché, laissé au jeu des seuls intérêts privés, puisse contribuer au bien commun ou à la prospérité nationale ». Cette Europe finalement qui n'a que la « souveraineté » et l'« autonomie stratégique » à la bouche – mais n'est-ce pas là seulement de la rhétorique ?

Fulda porte également un jugement sévère sur les responsables politiques

allemands des dernières décennies, dont le rôle s'est plus ou moins résumé à défendre les intérêts des grandes entreprises allemandes. Quatre d'entre elles, Mercedes, BMW, Volkswagen et BASF, considérées comme systémiques en raison de leur contribution à la base industrielle allemande et à la création d'emplois, sont dépendantes de la Chine et disposent d'un fort pouvoir de lobbying. L'auteur leur reproche une prise de risque inconsidérée, qui entraîne tout le pays dans une relation toxique avec la Chine. Il déplore l'embourbement de l'Allemagne dans sa culture de la « retenue » et sa tentative de continuer à se soustraire aux décisions tranchées. Pourtant, un État comme l'Allemagne, troisième puissance économique mondiale, ne peut raisonnablement rester neutre face au durcissement géopolitique en cours.

Carayon alerte sur l'urgence de faire primer les considérations sécuritaires sur les considérations économiques, à travers l'exemple des investissements chinois dans les infrastructures critiques européennes, tels les ports, ou à travers l'illustration de la conquête chinoise de pépites européennes dans la lignée du plan « Made in China 2025 ».

Fulda, quant à lui, illustre ses propos par des cas d'espèce comme celui de l'industrie solaire, de Volkswagen, de Kuka et de Huawei. Il appelle l'Allemagne à gagner en clarté et en assertivité, faute de quoi Pékin sera encouragé à continuer son bras de fer ; l'Allemagne doit cesser de se cacher derrière l'UE quand c'est bien à elle d'agir. Pour l'auteur, des clarifications s'imposent, notamment sur les questions de Taïwan ou du découplage face à la Chine.

Fulda et Carayon proposent des solutions plus concrètes aux problématiques soulevées dans leurs ouvrages respectifs :

développer une politique industrielle au service des intérêts stratégiques de l'Europe, muscler la panoplie d'instruments de défense commerciale, optimiser l'instrument de filtrage des investissements directs étrangers entrants en Europe, développer un instrument de filtrage des investissements directs étrangers sortants, restreindre les échanges de biens à double usage...

Ces deux ouvrages peuvent aisément se lire de manière complémentaire, pour qui souhaite en apprendre davantage sur les velléités de puissances tierces de gagner en influence en Europe, et sur les défis que cela représente pour la prospérité et la sécurité de nos sociétés.

Marie Krpata

LE PARLEMENT EUROPÉEN CONTRE LA DÉMOCRATIE ?

Guillaume Sacriste

Paris, Presses de Sciences Po, 2024, 236 pages

Guillaume Sacriste soutient ici que, malgré sa montée en puissance institutionnelle, le Parlement européen (PE) n'a pas réussi à imposer son contrôle et sa légitimité démocratique. Il souligne une asymétrie persistante entre le PE et le Conseil de l'UE, qui détient un rôle prépondérant dans le processus législatif. À quoi s'ajoute le rôle du Conseil européen regroupant les chefs d'État et de gouvernement, acteurs clés de la prise de décision européenne.

Le pouvoir budgétaire du PE reste limité même s'il faut reconnaître qu'il a progressé au fil des années. Sur le plan budgétaire, le PE n'a pas de compétence fiscale, et ses réactions face à différentes

crises confirment un déficit de crédibilité : difficulté à défendre la mise en place d'*eurobonds* au lieu du Mécanisme européen de stabilité financière pendant la crise de la zone euro, ou le plan de relance *Next Generation EU* pendant la crise du Covid-19.

L'auteur critique la marginalisation des parlements nationaux dans le processus décisionnel européen. Afin de renforcer la légitimité démocratique de l'UE et d'éviter son décrochage économique par rapport à la Chine et aux États-Unis, il plaide pour la création d'une seconde assemblée transnationale, qui serait composée de parlementaires nationaux et dotée de compétences budgétaires et fiscales. L'auteur part du principe qu'une telle assemblée pourrait engager des investissements massifs en dotant l'UE d'un budget conséquent. Mais un tel changement institutionnel ne risquerait-il pas de diluer encore le pouvoir du PE en renforçant la nature intergouvernementale, plutôt que transnationale, de la gouvernance européenne ?

De plus, compte tenu de la composition politique actuelle des parlements nationaux, qui penchent de plus en plus vers une droite extrême, reflétant ce que l'auteur qualifie de « dissensus contraignant », cette assemblée serait-elle vraiment favorable à l'adoption d'un budget européen propre, et significatif en termes de montant ? Comme le souligne Sacriste lui-même, « l'histoire du PE consiste [...] en un processus fragile, dynamique, d'extension progressive de compétences et de pouvoirs initialement embryonnaires ». Il faudrait donc du temps pour que le PE devienne une véritable chambre démocratique de l'UE, une vision portée par les forces fédéralistes, notamment le groupe Spinnelli. L'auteur critique d'ailleurs vivement la démarche de ce groupe, qu'il

perçoit comme une tentative d'imposer une « doctrine ».

Ce scepticisme reflète une certaine réticence française vis-à-vis du fédéralisme européen. Mais ne faut-il pas reconnaître les avancées impulsées par les fédéralistes : adoption de la procédure législative à la majorité qualifiée, renforcement du contrôle sur la Commission européenne, adoption de résolutions et revendications pour les listes transnationales ? L'auteur a cependant raison de rappeler les échecs répétés sur des dossiers clés, comme les ressources propres ou la révision des traités institutionnels depuis le traité de Lisbonne.

Le livre de Guillaume Sacriste ouvre un débat passionnant, richement documenté et controversé sur la question de la légitimité des institutions européennes. Il met en lumière les limites d'une européanisation « hybride » et « nationalisée » de l'espace européen commun, suscitant une réflexion nécessaire sur l'avenir de l'Union.

Jeanette Suess

MÉMOIRES D'UN CORSAIRE. NAVIGATION DANS LES EAUX AGITÉES DU POUVOIR

Yves-Thibault de Silguy

Paris, Temporis Éditions, 2024,

228 pages

Parmi tant d'études géopolitiques, d'essais sur l'Europe et sur la situation de la France, voici des leçons pour l'action, tirées d'expériences vécues, celles d'un diplomate français – si peu dans le style que les préjugés leur prêtent –, commissaire européen et entrepreneur. Le titre donne le ton et l'inspiration combative d'une aventure

de cinquante ans, également partagée entre public et privé.

Ce qu'on nous dit ici est certes sévère et inquiet mais résolument tourné vers la mobilisation de nos atouts nationaux et européens, et le refus de se résigner à un déclin.

L'auteur nous mène de tempête en tempête, dont nous sommes souvent sortis plus forts. Il a connu cette rude « navigation » à bord de vaisseaux variés : dans l'administration française (Quai d'Orsay à sa sortie de l'ENA, Matignon lors de la première cohabitation, puis en tant que secrétaire général chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes), au sein de la Commission européenne (au cabinet du président Ortoli, puis en 1995 comme commissaire chargé des affaires économiques et monétaires) mais aussi dans l'industrie, notamment comme président du groupe Vinci.

Comment comprendre le passage de la vitalité et de l'influence de la France dans les années 1970 à la régression et au désarroi actuels ? Comment redresser le gouvernail ? Sont diagnostiquées les faiblesses d'un État « glouton » et « démodé », où le pouvoir politique se résigne face aux administrations, en même temps que l'État prend en charge directe des pans croissants de l'économie sans en avoir la compétence, accoutumant la société à une protection excessive.

Comment imaginer que la construction européenne vire plus au « cauchemar » qu'au « rêve » ? Silguy a directement vécu les hypocrisies politiques qui font de l'Union européenne un facile bouc émissaire, sans qu'on lui accorde crédit pour ce qu'elle a apporté à la France : assurément une ère de paix inouïe dans

notre histoire, mais aussi des bénéfices qu'illustre l'auteur, à l'encontre des idées reçues, dans trois secteurs (la pêche, l'agriculture et le commerce). Quant au projet qu'il a mené à bien en tant que commissaire – l'euro –, il en rappelle la force, qui nous a protégés des crises de 2009-2010, a permis la stabilité des prix jusqu'au déclenchement de la guerre d'Ukraine et a accru la compétitivité des entreprises, en dépit d'une fragilité qui tient au non-respect des engagements de convergence économique.

L'euro fut la dernière grande réalisation européenne. Aujourd'hui, « l'Europe souffre d'un manque cruel de projets », même si beaucoup de décisions sont à mettre à son actif, face aux crises récentes – financière, sanitaire, stratégique. Seuls de « grands chantiers » mobilisent. L'élargissement n'en est pas un : la dizaine de promesses d'adhésion risque soit de « générer frustrations et frictions » si la perspective s'éloigne, soit de désintégrer l'Union, menacée d'un « syndrome de Babel ».

Face à un monde « mutant disruptif », Silguy donne des pistes pour « muscler » notre effort, consolider la paix face à Poutine – avec qui il s'est souvent entretenu –, remettre en marche le moteur franco-allemand qui demeure aussi pertinent que laborieux à entretenir, retrouver des projets, par exemple dans la défense, en ralliant les énergies et compétences à bon escient.

Tout le vocabulaire d'Yves-Thibault de Silguy est d'action. Comme l'expérience qu'il relate. Comme ce qu'il nous faut aujourd'hui.

Claude-France Arnould

FREIHEITSSCHOCK. EINE ANDERE GESCHICHTE OSTDEUTSCHLANDS VON 1989 BIS HEUTE

Ilko-Sascha Kowalczyk

Munich, C. H. Beck, 2024,

240 pages

L'historien Ilko-Sascha Kowalczyk revient ici sur l'histoire de l'Allemagne de l'Est depuis 1989. Dans son plaidoyer pour la liberté et la responsabilité individuelle, l'auteur explique comment l'Allemagne de l'Est s'est développée depuis 1989 et pourquoi, malgré le succès de la « révolution pacifique » de 1989-1990, c'est dans cette partie de l'Allemagne que le modèle de la démocratie libérale risque de s'effondrer. L'historien s'appuie sur des décennies de recherche, d'analyse et de publications antérieures, parmi lesquelles *Die Übernahme* (2019), *Endspiel* (2009), ou plus récemment une biographie du dirigeant communiste est-allemand Walter Ulbricht en deux volumes, parus en 2023 et 2024 (la première biographie scientifique consacrée au personnage).

Le « choc de la liberté » n'est cependant pas un livre d'histoire au sens strict, même si l'histoire explique la genèse de certaines situations. Il s'agit plutôt d'un essai actuel et personnel, un plaidoyer fulminant pour la liberté, loin de la culture de la rancœur et du rôle de victime, un rejet clair des forces anti-occidentales et illibérales. Le livre est d'ailleurs alimenté par des émotions, notamment sa propre « colère », s'inscrivant en cela dans un paradigme historiographique actuel.

C'est en s'appuyant sur cette image de soi que Kowalczyk justifie la thèse centrale de son livre, selon laquelle de

nombreux Allemands de l'Est, contrairement à lui, n'auraient pas vécu le saut vers la liberté en 1989-1990 comme une libération, ne l'auraient pas ressenti comme le « choc de la liberté ». L'auteur explore donc dans son essai des questions qui s'imposent : pourquoi la société est-allemande semble-t-elle si divisée ? Comment expliquer la haine débridée sur les réseaux sociaux ? D'où vient la forte affinité avec des forces comme l'AfD ou le BSW, parfois avec une proximité flagrante avec Poutine, l'hostilité à la démocratie et la glorification de la dictature ?

En trois parties et vingt chapitres qui se recoupent thématiquement, dans l'esprit d'un essai fluide mais cohérent sur le plan argumentatif, Kowalczyk retrace les influences d'avant 1989, puis les attentes liées à la réunification, enfin le positionnement de nombreux Allemands de l'Est en 2024. Selon lui, les conséquences d'une « tradition anti-liberté » et d'une socialisation au sein d'une dictature comme en RDA, transmises aussi par les familles, sont encore visibles aujourd'hui, par exemple sous la forme d'un grand « nombre de personnes qui errent plus ou moins à travers la démocratie ».

L'auteur décrit comment le parti d'extrême droite AfD, parti nationaliste et raciste, parvient à se rattacher à des sensibilités non traitées à l'Est en s'appuyant sur des images dichotomiques du monde et de l'ennemi (« Nous ici en bas, eux en haut »). Il affirme aussi que le BSW de Sahra Wagenknecht est « un parti frère de l'AfD sur le plan programmatique », sa dirigeante étant pour lui « une personne qui propage des récits russes sans s'émouvoir et qui s'en prend à l'Ukraine sans la moindre empathie,

une anti-américaine effrénée de surcroît ».

La conclusion pourrait être la volonté indiquée clairement par Kowalczyk de ne pas abandonner le concept de liberté, souvent capté par les autoritaires, aux extrémistes de droite, surtout sous la forme de l'AfD.

Paul Maurice

Afrique

CHINA'S RELATIONS WITH AFRICA: A NEW ERA OF STRATEGIC ENGAGEMENT

David H. Shinn et Joshua Eisenman
New York, Columbia University
Press, 2023, 504 pages

Si vous souhaitez tout savoir sur les relations politiques et de sécurité entre la Chine et l'Afrique (Afrique du Nord comprise), c'est le livre qu'il faut lire. Cet ouvrage fait l'impasse sur les échanges commerciaux ou les projets d'infrastructures chinois, analysés par nombre de publications, pour se concentrer sur des questions souvent négligées : les rapports entre la Chine et les organisations africaines régionales et sous-régionales, les relations de parti à parti entre le Parti communiste chinois et nombre d'organisations politiques africaines, l'appareil de propagande et d'éducation chinois en Afrique, la gestion par Pékin de ses intérêts de sécurité en Afrique, de l'accès aux minerais à la sécurité alimentaire, la protection de ses entreprises et de ses ressortissants, la coopération militaire, la participation

chinoise aux opérations de maintien de la paix des Nations unies et à la lutte contre la piraterie notamment dans le golfe d'Aden et le golfe de Guinée...

La Chine entretient des relations diplomatiques avec 53 des 54 pays africains (seul l'Eswatini, fidèle à Taïwan, manque à l'appel). Elle continue de s'appuyer en premier lieu sur les relations bilatérales qu'elle a développées avec ces États pour pousser son agenda et ses initiatives, en particulier en matière de développement – comme les Nouvelles routes de la soie de Xi Jinping – et de sécurité. Mais elle mobilise de nombreux autres instruments pour accroître son influence, en Afrique comme dans le reste du Sud global, dans le but avoué de réduire la présence de ce qu'elle appelle l'« hégémonie occidentale » et ses comportements « post-coloniaux ». Certes, cette influence croissante s'appuie sur une pénétration économique sans précédent. Mais le gouvernement chinois renforce sa position à l'aide de moyens très divers, qui vont du financement de médias africains à la formation de cadres civils et militaires, de la construction d'infrastructures militaires à la multiplication des projets portuaires pouvant potentiellement devenir des facilités duales, de la livraison de technologies de l'information, avec l'aide de sociétés comme Huawei, à la coopération en matière spatiale et de cybersécurité.

Très complet mais synthétique, ce livre a été publié alors que la Chine sortait à peine de la pandémie du Covid-19, une crise sanitaire qui, selon les auteurs, a dans l'ensemble ralenti et affecté de manière négative les relations sino-africaines. Il a parfois les aspects d'un annuaire, livrant des listes de pays et d'organisations sans pouvoir totalement fournir l'information nécessaire à

l'appréciation de la diversité des situations. Par ailleurs, on aurait aimé y trouver plus d'éléments de comparaison avec les autres présences extérieures, non seulement des anciennes puissances coloniales ou des États-Unis mais des émergents, comme l'Inde, la Turquie ou le Brésil. Néanmoins, cet ouvrage fait œuvre utile. Il montre très bien comment la Chine non seulement est bienvenue en Afrique, développant une réelle convergence de vues avec la plupart des États du continent sur de nombreuses questions, mais aussi a mis en place une nouvelle forme d'hégémonie sur un continent dont elle contribue à forger l'avenir, avenir auquel elle croit profondément, et à juste titre.

Jean-Pierre Cabestan

GÉOPOLITIQUE DU NIGERIA

Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Paris, Presses universitaires de
France, 2024, 192 pages

Encore largement méconnu en France, le Nigeria est souvent réduit à des stéréotypes négatifs, que cet ouvrage s'efforce de déconstruire.

Sortant d'une grille de lecture identitaire essentialiste, l'auteur resitue l'historicité des catégories ethniques et religieuses. L'État nigérian incarne toujours les contradictions issues du colonialisme : un champ politique et économique accaparé par une élite à la fois bourgeoise et « traditionnelle » ; un État faible aux infrastructures limitées ; une économie largement extravertie et fondée sur l'exploitation des matières premières. Des dynamiques exacerbées par la guerre civile (guerre du Biafra de 1967 à 1970), qui a renforcé le rôle central des militaires et la prégnance de

l'ethnicité dans le champ politique. Ce contexte continue de produire une société où la violence s'est imposée comme un outil majeur de mobilisation politique, largement en réponse à celle de l'État, dont les forces de sécurité agissent impunément.

Conséquence de cette violence : l'insécurité généralisée, y compris dans le champ économique. La dépendance du pays d'un secteur pétrolier dysfonctionnel, combinée à l'affairisme des élites politico-économiques, au manque chronique d'investissements et à la dégradation continue des services publics entrave toute possibilité de diversification économique. Les conflits liés à l'accès aux ressources sont fréquemment réduits à des oppositions religieuses ou ethniques, mais l'auteur montre que ces interprétations simplistes masquent des mécanismes plus complexes – notamment l'instrumentalisation politique du religieux dans un système où la compétition pour le contrôle des ressources nourrit la corruption et accentue les inégalités.

L'analyse du retour à un régime civil en 1999 révèle une transition inachevée : des élections régulières mais défaillantes et un fédéralisme, conçu pour prévenir les velléités sécessionnistes après la guerre civile, qui n'a fait que décentraliser la corruption sans redistribuer les compétences. Par ailleurs, malgré des ambitions historiques, le dynamisme de la scène artistique et l'influence croissante de la diaspora, la faiblesse structurelle de l'État contraint largement le potentiel diplomatique du pays.

Introduction éclairante et accessible, le format de l'ouvrage impose des choix thématiques et des simplifications que

l'auteur reconnaît lui-même. Sa focalisation sur des sujets comme l'insécurité, l'économie pétrolière et les dynamiques religieuses permet de déconstruire des clichés persistants. Bien que logique et pertinent, le choix de ces focales restreint l'exploration d'autres thématiques qui auraient pu proposer une perspective plus nuancée, moins pessimiste : la question du changement climatique n'est que rapidement mentionnée ; l'impact de la diaspora et l'influence culturelle du pays sont discutés dans le dernier chapitre mais sans rendre compte de leur rôle majeur dans le monde, notamment afro-diasporique ; l'analyse des mouvements sociaux est trop peu poussée, alors qu'elle aurait permis de montrer que les formes de résistance à l'État ne se limitent pas aux insurrections violentes. Enfin, accorder une place plus importante aux travaux académiques nigériens dans la bibliographie aurait permis de faire découvrir au public français des perspectives qui, similaires à celle de l'auteur, permettraient de mieux saisir la complexité d'un pays en constante évolution.

Cyrielle Maingraud-Martinaud

L'IDÉE DE LA CASAMANCE AUTONOME

Séverine Awenengo Dalberto

Paris, Karthala, 2024, 316 pages

L'ouvrage propose une généalogie de la fabrique des imaginaires de la Casamance autonome, de la fin du XIX^e siècle au début des années 1970. L'énonciation d'un particularisme casamançais s'amorce de l'extérieur dès la fin du XIX^e siècle, sous la plume de certains administrateurs coloniaux français, puis s'entretient dans l'entre-deux-guerres dans les débats budgétaires entre acteurs français, mais aussi créoles

ou nordistes, dans l'espace urbain. Le tournant vers un travail culturel « interne » intervient à partir de la fin des années 1930, avec la génération charnière des instituteurs formés à l'École Normale William Ponty qui investissent les notions de « patrie » ou de « pays ». Ces notions prennent une autre dimension avec l'extension progressive de la citoyenneté impériale à partir de 1946, conjuguée à la forte scolarisation. C'est l'émergence du MFDC (1949-1956), qui devient rapidement hégémonique grâce à l'appui des réseaux scolaires en milieu rural. Le mouvement conjugue autochtonie et volonté de hisser ses représentants au cœur des institutions du Sénégal colonial en une intégration ambiguë au parti dominant BDS de Senghor et Dia.

La centralité des années 1950 est double : conjoncture fluide pour les futurs territoriaux possibles et moment de cristallisation d'une mémoire politique de l'intégration du MFDC dans le BDS, qui va nourrir l'imaginaire de la « dette » fondatrice de Senghor vis à du poids électoral de la Casamance. Cette économie morale de la dette évolue ensuite vers un registre de « trahison », accentué par la disparition rapide au début des années 1970 des leaders politiques régionaux, qui prive la région d'intermédiaires avec le pouvoir central. Une autre histoire commence, qui verra cette mémoire des années 1950 prendre un tour plus radical avec de nouveaux acteurs après 1982, comme l'abbé Diamacoune, chef du nouveau MFDC séparatiste, qui réécrit l'histoire de la génération précédente.

Le pari d'explorer les futurs non advenus et le recours aux archives privées permet à l'auteure d'éclairer deux séquences méconnues. D'une part, lors de la campagne référendaire sur la

Communauté de 1958, la proposition d'un administrateur français aux élus casamançais de détacher la Casamance du Sénégal en cas de vote négatif du Sénégal et de vote positif en Casamance. Cette proposition opportuniste, partie du dispositif plus vaste déployé par la France pour s'assurer une victoire du « oui », proche du chantage à la sécession léboue dans la région de Dakar, fait écho aux ambitions autonomistes et personnelles d'un Ibou Diallo. Il est assez vertigineux de constater qu'une vague promesse orale, entrée « par effraction » dans la campagne de 1958, ait pu nourrir l'imaginaire d'une « promesse française » envers la Casamance dont se nourrira le MFDC trente ans plus tard. D'autre part, le « complot de Noël », fin 1968, s'il est d'abord un conflit entre officiers remontant à la crise de 1962, a aussi quelques ramifications casamançaises, illustrant comme l'insatisfaction vis-à-vis du régime Senghor peut aisément prendre un tour autochtoniste, sans pourtant envisager de rompre avec le président, garant de la connexion avec les élites politiques joola.

« Dette senghorienne », « promesse française », « archives secrètes » : on pouvait espérer que ce riche ouvrage au ton dépassionné participe à un débat apaisé sur l'histoire de la construction nationale sénégalaise. Un pari temporairement échoué vu sa mise à l'index lors de la campagne législative de 2024.

Étienne Smith

THE SUBURBAN FRONTIER: MIDDLE-CLASS CONSTRUCTION IN DAR ES SALAAM

Claire Mercer

Berkeley, University of California Press, 2024, 220 pages

Les villes d'Afrique ne sont pas seulement faites de routes, de bâtiments et de projets d'infrastructures d'envergure pensés par les décideurs des secteurs public et privé, mais d'abord le produit des idées, besoins et ambitions de leurs habitants, de groupes sociaux multiples.

L'auteure s'est donnée pour tâche d'étudier les liens entre deux moteurs clés de la transformation du continent africain : une urbanisation rapide et la transformation des classes sociales. Elle observe les pratiques quotidiennes des citoyens qui ont fait le pari d'acquiescer du foncier, de construire une demeure et de déplacer au moins une partie de leurs activités du centre vers la périphérie de la ville. Comme cas d'étude, elle utilise Salasala, banlieue située au nord de Dar es Salaam, capitale économique de la Tanzanie.

L'ouvrage met à jour les travaux qui ont contribué à l'engouement autour de la question de l'existence d'une classe moyenne en Afrique. Le niveau des revenus et les taux de pauvreté s'étant avérés être des indicateurs insuffisants, Claire Mercer emprunte ses variables aux études de l'aménagement urbain et de l'architecture : la classe moyenne tanzanienne se distingue d'autres classes sociales en sécurisant l'accès au foncier abordable dans la zone périurbaine, en délimitant la parcelle acquise et en bâtissant avec des matériaux et selon des styles nouveaux.

Ainsi la classe moyenne se construit-elle en construisant la ville. L'apport du

livre aux études urbaines est double : d'une part, il déplace la focale du centre vers les périphéries urbaines qui se densifient et se transforment à un rythme galopant, d'autre part – et c'est sa grande originalité –, il donne un visage humain à l'extension rapide et horizontale des villes africaines, que les rapports d'experts ont tant soulignée. Il met la lumière sur des choix de vie, des stratégies d'épargne et d'investissement, des goûts architecturaux, ou encore des modes de consommation.

L'ouvrage s'ouvre sur la construction d'un cadre analytique robuste, combinant les études urbaines, la sociologie des classes sociales et l'histoire des régimes colonisés. L'introduction et les deux premiers chapitres posent également le contexte historique et politique : la succession de périodes coloniales (allemande puis britannique), puis un régime postcolonial socialiste ont influencé la compréhension des classes sociales en Tanzanie, tout en façonnant les politiques d'aménagement et le droit foncier. Dans les chapitres 3 à 6, l'auteure conduit des analyses plus micro en suivant les parcours périurbains de plusieurs habitants de Salasala, des difficultés pour sécuriser la parcelle aux choix de décoration intérieure, si caractéristiques de la classe moyenne périurbaine.

On s'étonnera du glissement vers un ton plus descriptif, qui donne l'impression d'une relative déconnexion dans les quatre derniers chapitres de la première partie. L'ouvrage de Claire Mercer reste cependant une référence incontournable pour les chercheurs, experts et décideurs qui souhaitent mieux comprendre et anticiper les dynamiques d'urbanisation sur le continent africain. Si les travaux sur les villes d'Afrique soulignent la non-pertinence

des modèles urbanistiques importés par les administrations coloniales et calqués sur l'urbanisme occidental, cet ouvrage met en lumière des modes de fabrique de la ville qui fonctionnent pour des acteurs qui sont les premiers concernés.

Sina Schlimmer

Asie

CHINA'S VULNERABILITY PARADOX: HOW THE WORLD'S LARGEST CONSUMER TRANSFORMED GLOBAL COMMODITY MARKETS

Pascale Massot

Oxford, Oxford University Press,
2024, 312 pages

Au rythme d'une croissance du produit intérieur brut dépassant 10 % entre 2003 et 2007, le miracle économique chinois s'est accompagné pour le pays d'une dépendance accrue aux matières premières. Alors qu'en 1995, la Chine ne représentait que 7 % de la consommation mondiale de métaux clés (aluminium, cuivre, nickel, entre autres), ce chiffre atteignait 69 % en 2020. Dans son ouvrage, Pascale Massot explore le paradoxe lié à la vulnérabilité structurelle de la République populaire de Chine (RPC) : le pays doit répondre à près de la moitié de ses besoins en ressources stratégiques par des importations.

Quatre études de cas (fer, potasse, uranium et cuivre) illustrent les défis auxquels la Chine fait face dans des marchés mondialisés. Ses vulnérabilités

tiennent notamment à une consommation intérieure galopante et à une intégration tardive de la RPC dans le commerce global de certaines ressources, hormis l'uranium. À cela s'ajoute, selon l'auteure, une « vulnérabilité liée au pouvoir du marché » (*power market vulnerability*), à savoir une faiblesse issue de facteurs internes (fragmentation des marchés nationaux, luttes bureaucratiques) et externes (structures institutionnelles mondiales, régimes de prix). Le cas du fer, matière première pour fabriquer de l'acier, est emblématique : pour réduire sa dépendance et renforcer son contrôle sur les ressources, Pékin a créé en 2022 le China Mineral Resources Group.

Solidement ancré dans la géoéconomie, l'ouvrage repose sur une méthode empirique, avec plus de 160 entretiens (industriels, fonctionnaires, experts). Les lecteurs les plus avertis, spécifiquement les sinologues, apprécieront l'importante mobilisation de sources primaires en chinois tels que des documents du Conseil d'État, de différents ministères ou encore des rapports appuyant les données quantitatives de l'ouvrage. Le volume substantiel de statistiques, traduites dans des graphiques (23 au total), permet à Pascale Massot de développer avec brio une analyse longitudinale des interactions entre les marchés chinois et internationaux, appliquée aux quatre cas d'étude. Cette perspective du temps long constitue l'un des points forts de l'ouvrage, éclairant la dépendance chinoise aux importations de ressources stratégiques depuis la fin du XX^e siècle.

La structure pédagogique du livre constitue aussi un avantage indéniable. Les deux premiers chapitres définissent le cadre théorique et méthodologique, précisant les critères de sélection des cas

d'étude, puis les chapitres 4 et 5 analysent en détail les vulnérabilités de la Chine dans les marchés du fer et de la potasse (essentielle pour les engrais). Enfin, le chapitre 6 traite des secteurs du cuivre et de l'uranium, avec en arrière-plan la stratégie nucléaire civile de la RPC.

L'apport majeur de l'ouvrage tient à sa critique de l'idée que les marchés mondiaux étaient déjà libéralisés lors de l'essor économique de la Chine. À contre-courant de très nombreux travaux associant l'économie chinoise à la doctrine illibérale, Pascale Massot montre que la Chine a parfois favorisé la libéralisation de certains marchés, comme ceux du minerai de fer et de la potasse, autrefois concentrés et régis par des institutions de fixation des prix. L'ouvrage offre ainsi une lecture inédite du rôle disruptif de la Chine dans la reconfiguration du marché global des ressources.

Gauthier Mouton

THE GOLDEN LAND ABLAZE: COUPS, INSURGENTS AND THE STATE IN MYANMAR

Bertil Lintner

Londres, Hurst, 2024, 280 pages

Le journaliste suédois Bertil Lintner est depuis plusieurs décennies un observateur assidu de la scène politique birmane. Bien qu'installé en Thaïlande, il s'est consacré à décrypter en détail la politique intérieure du pays voisin. Multipliant les visites, il est devenu un observateur et un analyste méticuleux des évolutions des régimes politico-militaires qui se sont succédé depuis 1988.

Sa fréquentation des cadres des insurrections ethniques, notamment aux confins de la Chine et de la Thaïlande, lui a donné une connaissance sans égale des groupes armés, de leurs doctrines et des postures de Naypyidaw. Ce huitième ouvrage consacré à son pays de prédilection s'en ressent profondément : il est une fine étude des événements passés et des dynamiques politiques qui ont précédé et suivi le coup d'État militaire de février 2021.

Fort de son expérience, Bertil Lintner n'a pas voulu rendre compte de ce qu'est devenue la Birmanie sous la férule du Conseil d'administration de l'État (SAC). Il a rédigé un livre qui tente d'expliquer pourquoi les militaires ont réussi à s'installer durablement au pouvoir. Plutôt que de dénoncer leur mainmise brutale, sanglante, sur les institutions et les ressources, le chroniqueur s'est employé à comprendre, sans exonérer les généraux de leurs responsabilités dans les violences et la mauvaise gestion de l'État.

L'analyste n'a pas conté l'histoire de la Birmanie au fil du temps mais au travers de quatre acteurs centraux : les militaires, les groupes ethniques, la Chine et des figures politiques civiles marquantes. Afin de signifier qu'ils sont les facteurs explicatifs de la situation présente, les chapitres clés ont été encadrés par un texte sur le *putsch* de 2021 et par un autre sur les perspectives de la révolution de printemps. Au total, un essai instructif et très documenté. La cinquantaine de feuillets de notes de bas de page, de références éditoriales et d'index sont là pour en témoigner.

Toutefois, sur le plan analytique, il n'est pas pleinement rendu compte d'en quoi le SAC diffère des gouvernements militaires précédents. Le manuscrit aurait

mérité d'être agrémenté de cartes. Un outil bien utile pour saisir l'évolution spatiale des combats entre le pouvoir central et les groupes ethniques armés, leurs reformulations ces dernières années du fait de l'émergence des Forces de défense du peuple et leur alliance avec les acteurs ethniques. La géographie de la guerre civile est mouvante, mais il est essentiel de voir qu'à l'heure où l'auteur mit la dernière main à son ouvrage la junte maîtrisait moins de la moitié du territoire national. Une infographie bien pensée aurait eu également le mérite de mettre en évidence l'ampleur du drame humanitaire qui secoue la nation.

Ces limites n'altèrent pas la qualité de la recherche. Elle interpellera d'ailleurs ceux qui voient dans la loi de 1982 un outil construit pour retirer la citoyenneté aux seuls Rohingyas, ou qui ont cru au récit politique d'une « transition vers la démocratie » de 2010 à 2020. Un tel objectif n'a jamais été celui des chefs de l'armée. C'est pourquoi, sous la conduite du général Min Aung Hlaing, ils se sont réarmés de tous les pouvoirs depuis 2021. Pour le malheur de leurs concitoyens, ils n'ont pas saisi la transformation radicale de la société en à peine une décennie ; une révolution sociale qui appelle d'autres recherches et d'autres ouvrages.

Christian Lechervy

Moyen-Orient et Monde arabe

THE END OF AMBITION: AMERICA'S PAST, PRESENT, AND FUTURE IN THE MIDDLE EAST

Steven A. Cook
Oxford, Oxford University Press,
2024, 208 pages

Dans un essai court mais stimulant, Steven A. Cook analyse la politique conduite par les États-Unis au Moyen-Orient depuis la Seconde Guerre mondiale. Rédigé pour l'essentiel avant les attaques terroristes du 7 octobre 2023, l'ouvrage n'en délimite pas moins des clés de lecture toujours effectives et s'avère sans concession avec les lignes directrices de la diplomatie américaine, à l'image de l'invasion de l'Irak – « erreur calamiteuse » – ou des errances de l'administration Clinton.

La guerre froide apparaît dans l'ensemble comme une période réussie : les États-Unis parviennent à sécuriser leurs intérêts au Moyen-Orient, consolidant leur relation avec l'Arabie Saoudite. Le pacte du Quincy de 1945 permet la sauvegarde des intérêts américains sans impliquer de présence militaire. Pour autant, la relation Washington-Riyad n'a pas été linéaire. À plusieurs reprises le dilemme est posé : soutien à l'Iran ou à l'Arabie Saoudite jusqu'à la révolution de 1979, ou encore en 1973 quand l'administration Nixon comprend que le soutien envers Israël dans la guerre du Kippour s'accompagne d'une dégradation de ses liens avec Riyad.

L'effondrement du bloc soviétique soulève de nouveaux espoirs mais, galvanisés par ce qu'ils interprètent comme

une victoire, les États-Unis surestiment leur puissance. Jusqu'alors, Washington n'avait aucun scrupule à soutenir des régimes autoritaires. Désormais, la paix doit s'accompagner de la démocratie. C'est l'une des raisons pour lesquelles Bill Clinton se place au cœur des négociations entre Israéliens et Palestiniens, voyant là une étape indispensable vers la paix à l'échelle du Moyen-Orient. C'est aussi tout le sens de l'*Iraq Liberation Act* de 1998, promulgué par le président démocrate et adopté à l'unanimité par le Sénat – dont Bernie Sanders, comme se plaît à le rappeler Steven A. Cook. Ce texte acte la doctrine du *Regime Change* et permet aux États-Unis de soutenir les mouvements démocratiques en Irak. La continuité l'emporte donc sur la rupture entre les administrations Clinton et Bush.

Le 11 septembre 2001 conforte l'idée de la démocratie comme antidote au terrorisme. Une décennie plus tard, les printemps arabes semblent le confirmer en Tunisie et en Égypte, même si Washington n'est pas à l'origine des événements populaires de Tunisie. Steven A. Cook invite aussi à s'interroger sur le fait de savoir si les manifestants réclamaient la démocratie ou le renversement de deux régimes autoritaires. Il souligne également l'hypocrisie de Washington, qui s'érige en parangon de vertu vis-à-vis des dictateurs arabes mais soutient la politique répressive de certains dirigeants israéliens.

L'un des intérêts du livre est constitué de ces allers et retours entre passé, présent et futur. À propos des derniers mandats présidentiels, Steven A. Cook souligne que, lorsque Donald Trump quitte la Maison-Blanche en 2021, jamais le nombre de problèmes n'a été aussi important : enchaînement de crises en Irak, retour de l'autoritarisme,

absence de toute avancée sur la question palestinienne et maintien de l'extrémisme au Moyen-Orient. Pour lui, les erreurs répétées de Washington ont créé les conditions favorables au renforcement des puissances chinoise et russe dans la région. Il faut désormais consolider les partenariats avec des puissances pouvant permettre la stabilité du Moyen-Orient. Au premier rang, une fois de plus : l'Arabie Saoudite.

Anthony Guyon

TURKEY'S PIVOT TO THE AFRICAN CONTINENT: STRATEGIC CROSSROADS

Elem Eyrice Tepeciklioğlu, Francois Vreÿ et Bahar Baser (dir.)
Abingdon, Routledge, 2024,
136 pages

Cet ouvrage collectif propose un état des activités de la Turquie sur le continent africain depuis le début du siècle, en se fixant pour objectif de combler les insuffisances de la littérature scientifique sur le sujet.

Les contributions s'organisent autour de sept chapitres issus d'articles précédemment publiés dans le *Journal of Balkan and Near Eastern Studies* (vol. 26, n° 3, 2024). Ils retracent la diversité des engagements de la Turquie sur le continent mais peinent à suivre un fil conducteur problématisé, mise à part une volonté d'étudier l'évolution du paradigme de politique étrangère de la Turquie. L'exploration d'un tournant vers le *hard power* à partir de 2016 reste la question de recherche la plus formulée. L'analyse « macro » qui domine l'ouvrage ne présente pas d'originalité particulière. Un précédent ouvrage, également paru chez Routledge en 2021

et en partie dirigé par Elem Eyrice Tepeciklioğlu, dressait déjà un tableau assez exhaustif des activités de la Turquie – prise comme acteur principal et homogène – à l'échelle du continent africain.

Dans le premier chapitre, qui fait office de réelle introduction, Federico Donelli et Brendon J. Cannon livrent une analyse croisée de la politique d'ouverture à l'Afrique de la Turquie, à partir de l'évolution de sa conception de sa position sur la scène régionale et internationale : l'Afrique s'intègre dans une doctrine générale de politique étrangère. S'ensuivent six entrées plus thématiques, à l'exception d'une proposition de Jens Heibach et Hakkı Taş qui aborde la politique africaine de la Turquie en termes de contrôle des ressources de pouvoir. Elles offrent un bilan actualisé de la présence de la Turquie dans différents secteurs (humanitaire, défense, diplomatie principalement).

Le chapitre 4 sur la traduction des intérêts maritimes de la Turquie en Afrique propose l'entrée la plus inédite, tandis que le chapitre 6 sur la diplomatie de défense ouvre une approche plus neuve puisqu'il propose d'analyser les accords de défense et de ventes d'armement davantage du point de vue des besoins industriels de la Turquie que de celui d'une stratégie sécuritaire à proprement parler. On regrette toutefois que les risques, notamment en termes d'image, de cette évolution de paradigme ne soient pas explorés. Autre lacune : la redéfinition des pratiques de la Turquie en Afrique à partir de 2016, à la suite de la purge du mouvement religieux Gülen, n'est pas abordée. L'État turc s'était largement appuyé sur les réseaux établis par la confrérie depuis les années 1990 pour mettre en œuvre sa

politique d'ouverture. Dans ses partenariats africains, plus encore peut-être que l'investissement dans le secteur de la sécurité et de la défense, le remplacement des réseaux de la confrérie par l'État turc constitue un changement prépondérant, dont les conséquences sont encore peu étudiées.

Par son approche globalement descriptive, l'ouvrage sera utile à toute personne qui s'intéresse à la politique étrangère de la Turquie et cherche des données à jour sur sa présence en Afrique. Il dessine toutefois peu de nouvelles perspectives de recherche sur ce sujet, ce qui demanderait davantage d'études de cas par pays, pour développer une analyse comparée, et d'intégrer la perception et la réception de cette politique par les partenaires africains.

Elisa Domingues Dos Santos

Russie

LA MORT EST NOTRE BUSINESS. LA VÉRITABLE HISTOIRE DU GROUPE WAGNER ET DE SON FONDATEUR EVGUENI PRIGOJINE

Ilia Barabanov et Denis Korotkov
Paris, Flammarion, 2024,
384 pages

Les auteurs, journalistes d'investigation russes contraints à l'exil depuis l'invasion de l'Ukraine, retracent la fulgurante ascension et la chute brutale du groupe Wagner, société militaire privée (SMP) russe, et de son fondateur Evgueni Prigojine.

L'ouvrage, alimenté par les *Wagner Leaks* (2 500 documents internes publiés en mars 2023), revient sur la mutation d'une « association de voyous mal armés » en un groupe paramilitaire déterminant dans la politique néo-impérialiste russe. Le groupe Wagner naît d'une rencontre entre un multi-condamné, magnat de la restauration, (Evgueni Prigojine) et un néonazi ex-colonel du GRU (Dmitri Outkine, alias Wagner). Fort de son assise financière – restaurants de luxe, casinos – et de sa proximité avec Poutine, Prigojine investit massivement dans cette milice à partir de 2014.

Parallèlement, il renforce la deuxième pièce maîtresse de son empire : la manipulation de l'information. Par le biais de l'Internet Research Agency (son « usine à trolls »), il orchestre une propagande en faveur du Kremlin et de ses intérêts internationaux. Cet ouvrage illustre la complémentarité de cette fabrique à *fake news* avec la stratégie d'expansion de la SMP.

Le groupe Wagner devient rapidement un outil de puissance au service de la politique étrangère russe. Principalement issus des services de sécurité et motivés par l'objectif commun de « gagner de l'argent à la guerre », les wagnériens participent à l'annexion de la Crimée, assurent la protection des intérêts pétroliers russes en Syrie et du régime d'Al-Assad, appuient les troupes dissidentes du général Haftar en Libye, et garantissent la sécurité de régimes en Afrique subsaharienne.

Pendant neuf ans, Wagner a bénéficié d'une absence de contrôle de la part des autorités russes et a pu compter sur leur soutien pour coordonner ses opérations et en dissimuler la nature brutale. Ce soutien matériel, juridique, politique et

moral a facilité l'implantation de la SMP dans des pays fragiles, pour y mener de lucratives activités de « prédation financière » par la force et la déstabilisation.

Les auteurs relèvent que cette impunité reposait sur un accord tacite de soutien mutuel avec les autorités russes. Rapidement après le début de la guerre en Ukraine, la SMP fut mobilisée pour des missions spécifiques. La plus significative d'entre elles fut sa participation à la bataille de Bakhmout. Celle-ci dura neuf mois.

En juin 2023, convaincu de ne pas être soutenu, Prigojine prit la direction de Moscou à la tête de 25 000 hommes. Son objectif était de « punir le ministre de la Défense et le chef de l'état-major », qu'il tenait responsables de l'enlèvement. Pour des raisons qui restent à élucider, il mit fin à cette mutinerie à

quelques centaines de kilomètres de la capitale.

Deux mois après sa tentative de mutinerie contre le régime russe, Prigojine trouve la mort dans le mystérieux crash de son jet. Pour les auteurs, l'incident illustre l'essence même du système oligarchique et mafieux de l'État russe.

Bien que le groupe Wagner soit passé sous contrôle étatique depuis la mort de Prigojine, la collaboration entre État et mercenariat a révélé les intersections entre oligarchie, criminalité, guerre et politique : symptômes du régime de Poutine. L'enquête de Barabanov et Korotkov nous invite à considérer cet héritage comme un avertissement sur la mutation de la politique étrangère russe.

Siméo Pont